

Service de la Politique du Personnel	
Conseiller-chef de service	1
Conseiller adjoint	1
Inspecteur principal	4
Inspecteur	1
Secrétaire d'administration	1
Personnel commun à l'Administration des Affaires générales Contrôle général et Politique du Personnel des provinces et des communes	
Inspecteur adjoint principal	1
Chef administratif	1
Sous-chef de bureau	2
Rédacteur	3
Commis-chef	2
Commis ou commis principal (*)	3
Administration de la Politique financière des Provinces et des Communes — Associations intercommunales et Entreprises communales	
Inspecteur général	1
Service de la Politique financière des Provinces et des Com- munes	
Premier conseiller	1
Conseiller adjoint	1
Inspecteur principal	1
Inspecteur	5
Secrétaire d'administration	1
Service des Associations intercommunales et des Entreprises communales	
Conseiller-chef de service	1
Conseiller adjoint	1
Inspecteur principal	1
Inspecteur	3
Secrétaire d'administration	2
Personnel commun à l'Administration de la Politique finan- cière des provinces et des communes — Associations inter- communales et Entreprises communales	
Inspecteur adjoint principal	1
Chef administratif	1
Sous-chef de bureau	3
Rédacteur	6
Commis-chef	1
Commis ou commis principal (*)	3

Personnel commun à l'Administration des administrations régionales et locales	
Commis sténodactylographe-chef	1
Commis dactylographe-chef	1
Commis sténodactylographe ou commis sténodactylo-	
graphe principal (*)	2
Commis dactylographe ou commis dactylographe prin-	
cipal (*)	3

Art. 2. Les titulaires des grades supprimés repris ci-après bloquent des emplois mentionnés en regard de chacun de ces grades :

- secrétaire administratif : chef administratif;
- garde malade : hospitalier B;
- agent désinfecteur : manœuvre B ou ouvrier qualifié A;
- ouvrier d'entretien : manœuvre ou manœuvre principal;
- inspecteur de l'éducation physique et des sports : inspecteur;
- assistant de laboratoire : technicien de laboratoire;
- agent technique des eaux et forêts : agent technique des eaux et forêts de 1re classe ou agent technique des eaux et forêts principal;
- chef de brigade des eaux et forêts : chef de brigade des eaux et forêts de 1re classe;
- contrôleur : contrôleur adjoint des travaux.

Art. 3. Les titulaires des grades dont l'emploi ne figure plus dans le présent cadre organique ou qui ne peuvent plus être désignés pour un emploi qui figure dans le présent cadre organique, bloquent un emploi du même rang ou du premier rang supérieur. Ils conservent leur grade à titre personnel et l'échelle de traitement qui s'y applique.

Art. 4. L'arrêté de l'Exécutif flamand du 8 mars 1983 fixant le cadre organique du Ministère de la Communauté flamande, est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1984.

Art. 6. Le Président de l'Exécutif flamand est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mai 1984.

(*) Application du principe de la carrière plane.

Le Président,
G. GEENS

REGION WALLONNE

F. 84 — 1190

8 JUIN 1984. — Arrêté ministériel fixant l'exercice de la chasse à certains cervidés dans une partie de territoire de la Région wallonne située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 28 février 1982 sur la chasse, et notamment les articles 1er et 10, modifiés par la loi du 20 juin 1983 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif Régional Wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Considérant l'intérêt général que présente tant au point de vue cynégétique que forestier l'aménagement de la chasse par une sélection rationnelle du gibier en vue d'arriver à une amélioration des espèces et de tendre à une diminution sensible des dommages causés à la forêt;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la saison de chasse;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté ne s'applique qu'à la partie du territoire située sur les communes de Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot et Manhay qui est définie comme suit :

— au nord : les rivières l'Amblève (depuis la localité de Trois-Ponts) et la Liègne jusqu'à son embouchure dans l'Amblève;

— à l'est : la rivière la Salm depuis le village de Vielsalm jusqu'à son embouchure dans l'Amblève à Trois-Ponts;

— au sud :

— la route N. 183 depuis Vielsalm jusque Lierneux en passant par les villages de Geronne et Menil;

— la route G.C. 100 depuis Lierneux jusque Regné, à l'endroit de son intersection avec la route N. 28;

— la route N. 28 depuis Regné jusqu'à la Baraque de Fraiture, à l'endroit de son intersection avec l'autoroute E9;

— à l'ouest :

— l'autoroute E9 depuis la Baraque de Fraiture jusqu'à l'endroit de son intersection avec la route N. 627 Vaux-Chavanne-Bra;

— la route N. 627 Vaux-Chavanne-Bra jusqu'à l'endroit de son intersection avec la Liègne;

— la Liègne jusqu'à son embouchure dans l'Amblève.

Art. 2. Dans le territoire défini à l'article 1er, par dérogation aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 mai 1984 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne et sans préjudice des autres dispositions de cet arrêté, notamment celles de l'article 6, §§ 2, 3 et 4 :

a) le tir du cerf à chandeller bilatéral, c'est-à-dire du cerf portant à chaque perche plus de deux cors au-delà de l'andouiller médian, est interdit;

b) est autorisé, du 15 septembre au 30 novembre inclus, le tir du daguet portant des dagues de moins de 20 cm de longueur, du cerf quatre et six cors, du cerf huit cors unilatéral, c'est-à-dire du cerf portant moins de quatre cors à une des deux perches, du cerf dix cors à surandouiller à une ou à deux perches;

c) est autorisé du 1er octobre au 30 novembre inclus, le tir du cerf dix cors et plus à chandeller unilatéral, c'est-à-dire du cerf portant plus de deux pointes au-dessus de l'andouiller médian à l'une des deux perches et n'ayant pas plus de deux pointes au-dessus de l'andouiller médian de l'autre perche;

d) est autorisé du 15 octobre au 30 novembre inclus, uniquement en battue, le tir des biches et faons (des 2 sexes).

Art. 3. Dans le territoire défini à l'article 1er, et par dérogation à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 mai 1984, fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse à l'approche et à l'affût du brocard pour la saison 1984-1985 dans la Région wallonne, le tir du brocard en mai est interdit.

Bruxelles, le 8 juin 1984.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 84 — 1190

8. JUNI 1984

Ministerialerlass zur Festlegung der Ausübung der Jagd auf gewisse Hirsche in einem Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der auf den Gemeinden Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot und Manhay liegt

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere der durch das Gesetz vom 20. Juni 1963 und durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 1972 abgeänderten Artikel 1 und 10;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6 § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 17. November 1982 und vom 10. und 28. Juni 1983;

In Anbetracht des allgemeinen Interesses, sowohl in weidmännischer als in forstlicher Hinsicht, einer Regelung der Jagd durch eine rationelle Selektion des Wildes, um eine Verbesserung der Arten zu erhalten und eine ansehnliche Verminderung der Schäden am Waid zu erreichen;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass die Erlasse betreffend die Jagderöffnung vor Beginn der Jagdsaison erlassen werden müssen;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens :

Artikel 1. Vorliegender Erlass gilt nur für den Gebietsteil, der auf den Gemeinden Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot und Manhay liegt und wie folgt abgegrenzt ist :

— im Norden : die Flüsse : Amel (von der Ortschaft Trois-Ponts aus) und die Liègne bis zu ihrer Mündung in die Amel;

— im Osten : der Fluss Salm von dem Dorf Vielsalm aus bis zu seiner Mündung in die Amel in Trois-Ponts;

- im Süden :
 - die Nationalstrasse Nr. 183 von Vielsalm aus bis Lierneux über die Dörfer Goronne und Menil;
 - die grosse Verbindungsstrasse Nr. 100 von Lierneux aus bis Regné, bis an die Kreuzung mit der Nationalstrasse Nr. 28;
 - die Nationalstrasse Nr. 28 von Regné aus bis zur Baraque Fraiture, bis an die Kreuzung mit der Autobahn E9;
- im Westen :
 - die Autobahn E9 von der Baraque Fraiture aus bis zu der Kreuzung mit der Nationalstrasse Nr. 627 Vaux-Chavanne-Bra;
 - die Nationalstrasse Nr. 627 Vaux-Chavanne-Bra bis zu der Kreuzung mit dem Fluss Lienne;
 - die Lienne bis zu ihrer Mündung in die Amel.

Art. 2. In Abweichung von den Bestimmungen des Artikels des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festsetzung der Eröffnung und der Schliessung der Jagdsaison 1984-1985 in der Wallonischen Region und unbeschadet der anderen Bestimmungen dieses Erlasses, insbesondere derjenigen des Artikels 6 § 2, 3 und 4, ist in dem in Artikel 1 abgegrenzten Gebiet :

a) das Erlegen des beidseitigen Kronenhirsches, d.h. des Hirsches der an jeder Geweihstange mehr als zwei Sprossen überhalb der Mittelsprosse hat, verboten;

b) das Erlegen des Rotspiessers mit Spiessen von weniger als 20 cm Länger, des Gablers, des Sechsenders, des ungeraden Achters (Hirsch mit weniger als vier Sprossen an einer der beiden Geweihstangen), von Zehndern mit einer Eissprosse an einer oder an beiden Stangen, vom 15. September bis zum 30. November einschliesslich erlaubt;

c) das Erlegen des Hirsches mit zehn oder mehr Geweihenden mit einseitiger Krone (Hirsch mit mehr als zwei Enden über der Mittelsprosse einer der beiden Stangen, und nicht mehr als zwei Enden über der Mittelsprosse der anderen Stange), vom 1. Oktober bis zum 30. November einschliesslich erlaubt;

d) lediglich auf der Treibjagd das Erlegen von Rottieren, Hirschkäbern und Wildkättern vom 15. Oktober bis zum 30. November einschliesslich erlaubt.

Art. 3. In dem in Artikel 1 abgegrenzten Gebiet ist es in Abweichung von Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 29. Mai 1984 zur Festsetzung der Eröffnung und der Schliessung der Pirschjagd und der Ansitzjagd auf den Rehbock für die Saison 1984-1985 in der Wallonischen Region verboten, den Rehbock während des Monats Mai zu erlegen.

(Brüssel, den 8. Juni 1984.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens,

M. WATHELET

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 84 — 1190

8 JUNI 1984. — Ministerieel besluit betreffende de uitoefening van de jacht op bepaalde herten in een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen in de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1982, inzonderheid op de artikelen 1 en 10, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1963 en het koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 17 november 1982 en van 10 en 28 juni 1983;

Overwegende het algemeen belang, zowel onder oogpunt van jachtbeheer als van bosbeheer, van een oordeelkundige selectie van het wild ten einde een verbetering van de soorten te bekomen en te streven naar een gevoelige vermindering van de wildschade in het bos;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Overwegende dat de openingsbesluiten van de jacht voor de aanvang van het jachtseizoen worden getroffen;

Gelet op de hoogdringendheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit geldt alleen voor het gedeelte van het grondgebied van de gemeenten Vielsalm, Lierneux, Trois-Ponts, Stoumont, Stavelot en Manhay, dat als volgt bepaald is :

- in het noorden : de rivieren de Amblève (vanaf Trois-Ponts) en de Lienne tot aan de samenloop met de Amblève;
- in het oosten : de rivier de Salm vanaf het dorp Vielsalm tot aan de samenloop met de Amblève te Trois-Ponts;
- in het zuiden :
 - de nationale weg N. 183, vanaf Vielsalm tot Lierneux via de dorpen Goronne en Menil;
 - de weg G.C. 100 vanaf Lierneux tot Regné, op het kruispunt met de weg N. 28;
 - de weg N. 28 vanaf Regné tot « La Baraque de Fraiture » op het kruispunt met de autosnelweg E9;
- in het westen :
 - de autosnelweg E9 vanaf « La Baraque de Fraiture » tot het kruispunt met de weg N. 627 Vaux-Chavanne-Bra;
 - de weg N. 627 Vaux-Chavanne-Bra tot het kruispunt met de rivier de Lienne;
 - de Lienne tot aan de samenloop met de Amblève.

Art. 2. In het gebied bepaald in artikel 1, is in afwijking van de bepalingen van artikel 1 van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest en onverminderd de andere bepalingen van dit besluit, met name die van artikel 6, §§ 2, 3 en 4 :

a) de jacht op de regelmatige kroonherten, dit wil zeggen op herten die aan elke stang meer dan twee enden draagt boven de middentak, verboden;

b) het toegestaan, van 15 september tot en met 30 november, te jagen op spitsherten met spitsen van minstens 20 cm, op herten met vier of zes enden, op onregelmatige achtenders, dit wil zeggen herten met minder dan vier enden op één van de twee stangen, op herten met tien enden waaronder een ijstak aan één of twee stangen;

c) het toegestaan, van 1 oktober tot en met 30 november, te jagen op onregelmatige kroonherten met tien enden en meer, dit wil zeggen op herten met meer dan twee enden boven de middentak op een van de twee stangen en met niet meer dan twee enden onder de middentak op de andere stang;

d) het toegestaan, van 15 oktober tot en met 30 november, alleen bij drijfjacht, te jagen op hinden en jongen (beide geslachten) van edelhert.

Art. 3. In het gebied bepaald door artikel 1, en in afwijking van het ministerieel besluit van 29 mei 1984 betreffende de opening en de sluiting van de bersjacht en loerjacht op de reebok voor het seizoen 1984-1985 in het Waalse Gewest, is het verboden te jagen op reebokken gedurende de maand mei.

Brussel, 8 juni 1984.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

M. WATHELET

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijke besluiten van 14 december 1983 en 11 januari 1984 worden respectievelijk aan de heren P. Parmentier, officier-eerststaanvend commissaris eerste klasse voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, met ingang van 1 juli 1984, en P. Van Cauteren, officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het commissariaat-generaal van de Gerechtelijke Politie te Brussel, met ingang van 30 juni 1984, eervol ontslag uit hun ambt verleend.

Zij mogen hun aanspraak op pensioen doen gelden en zijn gemachtigd de titel van hun ambt eershalve te voeren.

Bestuur Strafinrichtingen Personeel

Bij ministerieel besluit van 8 juni 1984 is Mevr. Foket, A., afzetbaar lid van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Gent, benoemd tot ondervoorzitter van dit college.

Bij ministerieel besluit van 8 juni 1984 is een bestuurscommissie opgericht bij het detentie-centrum te Saint-Hubert.

Deze commissie is samengesteld als volgt :

a) leden van rechtswege :

de heer procureur des Konings van Neufchâteau;
de heer krijgsauditeur van Luik;
de heer burgemeester van Saint-Hubert.

b) afzetbare leden :

de heer de Fierlant-Dormer, J., voorzitter;
de heer Barthelemy, R., ondervoorzitter;
de heren Defeche, E., Collet, A., Collette, M., Delcourt, L., Willeme, M., Colle, G., leden;
de heer Borcy, L., secretaris.

De bestuurscommissie bij het penitentiair landbouwcentrum te Saint-Hubert is opgeheven.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE HANDEL

Brussel

Onderwijzend gemeentepersoneel. — Aanstelling
Bezoldiging. — Vernietiging

Bij koninklijk besluit d.d. 1 juni 1984 genomen krachtens de artikelen 86 en 87 van de gemeentewet, artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 juli 1979, is vernietigd omdat zij het algemeen belang schaadt, de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van Brussel d.d. 15 april 1983 omtrent de tewerkstelling van Mevr. D., Ch., als tijdelijke lerares en de vaststelling van haar bezoldiging, voor zover het gaat om de aanstelling van betrokkene met ingang van 1 september 1981.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Police judiciaire

Par arrêtés royaux des 14 décembre 1983 et 11 janvier 1984, démission honorable de leurs fonctions est respectivement accordée à MM. P. Parmentier, officier-commissaire principal de première classe aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Liège, à partir du 1er juillet 1984, et P. Van Cauteren, officier-commissaire aux délégations judiciaires au commissariat général de la Police judiciaire à Bruxelles, à partir du 30 juin 1984.

Ils sont admis à faire valoir leurs droits à la pension et sont autorisés à porter le titre honorifique de leurs fonctions.

Administration des Etablissements pénitentiaires Personnel

Par arrêté ministériel du 8 juin 1984, Mme Foket, A., membre amovible de la commission administrative de la prison de Gand, est nommée vice-président de ce college.

Par arrêté ministériel du 8 juin 1984 une commission administrative est créée auprès du centre de détention de Saint-Hubert.

Cette commission est constituée comme suit :

a) membres de droit :

M. le procureur du Roi de Neufchâteau;
M. l'auditeur militaire de Liège;
M. le bourgmestre de Saint-Hubert.

b) membres amovibles :

M. de Fierlant-Dormer, J., président;
M. Barthelemy, R., vice-président;
MM. Defeche, E., Collet, A., Collette, M., Delcourt, L., Willeme, M., Colle, G., membres.
M. Borcy, L., secrétaire.

La commission administrative du centre pénitentiaire agricole de Saint-Hubert est supprimée.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Bruxelles

Personnel communal enseignant. — Désignation
Rémunération. — Annulation

Un arrêté royal du 1 juin 1984, pris en vertu des articles 86 et 87 de la loi communale, de l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée par arrêté royal du 20 juillet 1979, annule pour lésion de l'intérêt général, la délibération du 15 avril 1983 du collège des bourgmestre et échevins de Bruxelles, relative à l'occupation de Mme D., Ch., en qualité de professeur temporaire et à la fixation de sa rémunération, en ce qu'elle concerne la désignation de l'intéressée à compter du 1er septembre 1981.